
Mémoire du Président**Proposition de financement additionnel en faveur de la République de Guinée-Bissau****Projet d'appui au développement économique des régions du Sud (PADES)**

Numéro du projet: 1100001757

Cote du document: EB 2026/LOT/P.4

Date: 14 mai 2026

Distribution: Publique

Original: Français

POUR: APPROBATION

Mesures à prendre: Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement additionnel telle qu'elle figure au paragraphe 58.

Questions techniques :

Bernard Hien
Directeur régional
Division Afrique de l'Ouest et du Centre
Courriel : b.hien@ifad.org

Marcelin Norvilus
Directeur de pays
Division Afrique de l'Ouest et du Centre
Courriel : m.norvilus@ifad.org

Table des matières

Résumé du financement	ii
I. Contexte et description du projet	1
A. Contexte	1
B. Description du projet initial	1
II. Justification du financement additionnel	1
A. Raison d'être	1
B. Description de la zone géographique et des groupes cibles	2
C. Composantes, effets directs et activités	3
D. Coût, avantages et financement	5
III. Gestion des risques	11
A. Risques et mesures d'atténuation	11
B. Catégorie environnementale et sociale	11
C. Classement au regard des risques climatiques	11
IV. Exécution	12
A. Respect des politiques du FIDA	12
B. Cadre organisationnel	12
C. Suivi-évaluation, apprentissage, gestion des connaissances et communication stratégique	13
D. Modifications qu'il est proposé d'apporter à l'accord de financement	13
V. Instruments et pouvoirs juridiques	13
VI. Recommandation	14

Appendices

- I. Cadre logique mis à jour incorporant le financement additionnel
- II. Résumé mis à jour de l'analyse économique et financière

Équipe d'exécution du projet

Directeur régional :	Bernard Hien
Directeur de pays :	Marcelin Norvilus
Responsable technique :	Fanny Grandval
Responsable des finances :	Flore Gbadie
Spécialiste climat et environnement :	Paxina Chileshe
Juriste :	Mounia Benarbia De Matteis

Résumé du financement

Institution initiatrice :	FIDA
Emprunteur/bénéficiaire :	République de Guinée-Bissau
Organisme d'exécution :	Ministère de l'agriculture et du développement rural (MADR)
Coût total du projet :	47,60 millions d'USD
Montant du prêt initial du FIDA [Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP)]:	3,370 millions de DTS (équivalant approximativement à 4,730 millions d'USD)
Conditions du prêt initial du FIDA :	Particulièrement concessionnelles
Montant du don initial du FIDA [Cadre pour la soutenabilité de la dette (CSD)] :	3,370 millions de DTS (équivalant approximativement à 4,730 millions d'USD)
Conditions du don initial du FIDA :	100% don
Montant du prêt additionnel 1 du FIDA (SAFP) :	2,190 millions d'USD
Conditions du prêt additionnel 1 du FIDA :	Particulièrement concessionnelles
Montant du don additionnel 1 du FIDA (CSD) :	0,810 million d'USD
Conditions du don additionnel 1 du FIDA :	100% don
Montant du don 1 au titre du Mécanisme de relance en faveur des populations rurales pauvres (RPSF):	0,370 million d'USD
Montant du don RPSF 2 :	0,400 million d'USD
Conditions des dons RPSF 1 et 2 :	100% don
Montant du don additionnel 2 du FIDA (CSD) :	11,570 millions d'USD
Conditions du don additionnel 2 du FIDA :	100% don
Montant du don additionnel 3 du FIDA (CSD) :	5,896 millions d'USD
Conditions du don additionnel 3 du FIDA :	100% don
Cofinanceur :	Fonds de l'OPEP pour le développement international (Fonds de l'OPEP)
Montant du cofinancement initial :	6,00 millions d'USD

Conditions du cofinancement :	100% prêt (Fonds de l'OPEP)
Contribution initiale de l'emprunteur/ du bénéficiaire :	2,300 millions d'USD
Contribution additionnelle de l'emprunteur/du bénéficiaire pour le financement additionnel 1 (en nature) :	0,102 million d'USD
Contribution additionnelle de l'emprunteur/du bénéficiaire pour le financement additionnel 2 :	1,582 million d'USD
Contribution additionnelle de l'emprunteur/du bénéficiaire pour le financement additionnel 3 :	1,125 million d'USD
Contribution initiale des bénéficiaires :	1,700 million d'USD
Contribution additionnelle des bénéficiaires pour le financement additionnel 1 (en nature) :	0,014 million d'USD
Contribution additionnelle des bénéficiaires pour le financement additionnel 2 :	0,169 million d'USD
Contribution additionnelle des bénéficiaires pour le financement additionnel 3 :	0,068 million d'USD
Déficit de financement :	3,845 millions d'USD
Montant du financement additionnel du FIDA (action climatique) 2 :	1,822 million d'USD (dont 0,800 million d'USD sous forme de complément de financement pour le climat)
Institution coopérante :	FIDA

I. Contexte et description du projet

A. Contexte

1. Le Projet d'appui au développement économique des régions du Sud (PADES), approuvé en 2015, constitue l'un des principaux leviers de l'engagement du FIDA en Guinée-Bissau en faveur du renforcement de la résilience des petits producteurs ruraux et de la promotion d'une croissance inclusive. Il vise une réduction durable de la pauvreté dans les régions du Sud – Quinara, Tombali et Bolama – par l'intensification et la diversification de la production agricole, le développement de filières à fort potentiel, le renforcement du capital humain et social des communautés, ainsi que la promotion d'activités économiques locales.
2. Compte tenu de la performance satisfaisante du PADES, le Gouvernement a décidé d'utiliser l'allocation du pays au titre de la treizième reconstitution des ressources du FIDA, comme financement additionnel au projet. Le montant total du financement, sous forme de don, est de 5,896 millions d'USD dont 5,096 millions d'USD au titre du Programme pour la durabilité de la dette (SAFP) et 0,8 million d'USD pour l'action climatique. L'objectif est de consolider les acquis dans les zones initiales et d'étendre le projet à des territoires enclavés à fort potentiel agricole. Une extension de la durée actuelle du projet sera nécessaire pour permettre la mise en œuvre complète des activités additionnelles.
3. Cette opération est conforme au programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) 2025-2031 et aux priorités nationales. Elle contribuera directement aux objectifs de développement durable n^{os} 1, 2, 5, 8, 10 et 13. Sa formulation repose sur une logique d'apprentissage adaptatif et de capitalisation des acquis. En parallèle, des partenariats sont recherchés avec l'Union européenne, la Banque mondiale et le système des Nations Unies pour mobiliser des cofinancements et renforcer les interventions dans les régions du Sud.

B. Description du projet initial

4. Doté d'un budget estimatif de 36,68 millions d'USD, le PADES est entré en vigueur le 7 août 2015 pour s'achever le 30 septembre 2021. Grâce à un financement additionnel de 11,57 millions d'USD destiné à étendre l'intervention aux îles Bijagos-Bolama, il a été prolongé jusqu'au 30 septembre 2026. Le projet cible au total 45 000 bénéficiaires, dont 40% de femmes et 45% de jeunes. Socle pour les interventions agricoles territorialisées dans le sud du pays, le projet comprend les composantes suivantes :
 - La composante 1 appuie la riziculture, les cultures maraîchères, la réhabilitation des périmètres hydroagricoles, la production de semences certifiées, la diversification agricole, la diffusion de semences résilientes et le renforcement des organisations paysannes.
 - La composante 2 porte sur la valorisation économique de la production agricole. Elle favorise les activités post-récolte, la transformation locale, le développement de circuits de commercialisation, la réhabilitation des pistes rurales et l'accès logistique dans les zones enclavées.
 - La composante 3 englobe la coordination du projet, le suivi-évaluation, la gestion des savoirs, l'inclusion sociale, la reproduction à plus grande échelle des comités de développement intégré des *tabancas* (CDIT), l'alphabétisation fonctionnelle et l'animation des caisses de résilience villageoises.

II. Justification du financement additionnel

A. Raison d'être

5. Le PADES a prouvé sa pertinence dans un contexte de fragilité, de chocs climatiques et de faible productivité. Il a renforcé les capacités locales par des

aménagements structurants et un ancrage institutionnel solide. Le financement additionnel, inscrit dans l'allocation au titre de FIDA13 (2025-2027), permettra de consolider les acquis et d'étendre les bonnes pratiques. Il vise à améliorer la sécurité alimentaire, la résilience et les bases économiques locales. La nouvelle phase cible **6 000 nouveaux bénéficiaires**, pour un total de **51 000 personnes**, dont 40% de femmes et 45% de jeunes, en cohérence avec le COSOP 2025-2031.

Aspects particuliers relatifs aux thématiques transversales prioritaires du FIDA

6. Le PADES capitalise déjà de nombreux acquis dans le domaine des thématiques prioritaires du FIDA, lesquels seront renforcés et reproduits à plus grande échelle grâce au financement additionnel.
7. Conformément aux engagements en matière de transversalisation, le projet a été validé comme :
 - incluant un financement climatique.
8. **Changements climatiques.** D'ici à 2045, les températures pourraient augmenter de 1,2 à 1,3 °C sur le littoral et de 1,4 à 1,5 °C à l'intérieur des terres. Les précipitations moyennes pourraient croître légèrement, avec des hausses allant jusqu'à 10 % dans le sud-ouest du pays¹. Ces évolutions menacent la riziculture, les cultures vivrières et la gestion de l'eau. L'élévation du niveau marin, l'érosion côtière, les inondations et la salinisation des sols pourraient réduire les rendements de 20 à 30%. Les cultures sensibles comprennent les légumes, les céréales, l'arachide et l'anacarde. Le financement additionnel du PADES renforcera l'adaptation et la résilience des communautés rurales.
9. **Égalité femmes-hommes et autonomisation.** Une analyse des questions de genre (2023) a révélé une forte participation des femmes (44,65%) et des jeunes (38,48%) au PADES. Le financement additionnel renforcera l'inclusion sociale au moyen de la stratégie en matière de genre (version finale), de l'approche du Système renforcé de formation-action pour l'égalité femmes-hommes (GALS+) et d'outils numériques pour élargir l'accès, renforcer les capacités et promouvoir l'équité.
10. **Jeunes.** Le PADES a renforcé les capacités techniques des jeunes en matière de production agricole. Le financement additionnel étendra cet appui aux capacités de direction, à l'entrepreneuriat et à la gouvernance locale. Les jeunes pourront mieux gérer leurs revenus, accéder à des services financiers adaptés et s'insérer dans les caisses de résilience, d'épargne et de solidarité, pour une inclusion économique durable.
11. **Nutrition.** Le projet renforcera durablement la sécurité nutritionnelle des groupes vulnérables. Le financement additionnel appuiera la diversification alimentaire par les cantines et jardins scolaires, l'élevage à cycle court et la diffusion de bonnes pratiques. Les activités, menées avec les communautés, s'inscriront dans le Plan d'action du FIDA pour la nutrition 2019-2025, avec un appui technique renforcé aux bénéficiaires.

B. Description de la zone géographique et des groupes cibles

12. **Zone géographique.** Comme le projet initial, le financement additionnel cible les régions du Sud – Quinara, Tombali, Bolama-Bijagos (zone de consolidation) – et s'étend aux secteurs de Buba et de Fulacunda (Quinara) et au secteur de Komo (Tombali). Ces zones à fort potentiel rizicole et horticole disposent de bas-fonds, de mangroves et de sites maraîchers aménageables. La présence d'organisations paysannes facilite l'introduction de la mécanisation et d'équipements légers. Buba et Fulacunda offrent aussi des conditions favorables à l'élevage de petits ruminants

¹ Contribution déterminée au niveau national (2021).

et de volailles. Le financement additionnel permettra de toucher **6 000 ménages supplémentaires**, soit environ **43 200 bénéficiaires**.

13. **Groupe cible.** Le financement additionnel a nécessité l'actualisation de la stratégie de ciblage du PADES pour intégrer de façon plus systématique les femmes, les jeunes et les personnes en situation de handicap. Le projet visera au total 51 000 bénéficiaires directs, et une attention particulière sera portée à l'inclusion sociale. L'appui supplémentaire concernera 6 000 ménages dans les régions déjà ciblées, et 5% des bénéficiaires directs seront issus de groupes en situation de handicap. Cette nouvelle phase élargira la couverture globale du PADES de **324 000** à 367 200 personnes touchées par le projet.

C. Composantes, effets directs et activités

Composante 1 : Appui à la production et à la productivité rizicoles et aux activités complémentaires

Sous-composante 1.1: Réhabilitation des ouvrages hydroagricoles

14. **Aménagements hydroagricoles.** Dans sa première phase, le PADES a permis l'exploitation de 9 121 hectares dans 29 périmètres de rizières en mangrove, de 95 hectares dans trois périmètres de bas-fonds, et de 30 hectares de périmètres maraîchers répartis sur 19 sites.
15. Le financement additionnel permettra de réhabiliter 965 hectares de rizières répartis dans 11 périmètres de mangrove, ainsi que 129 hectares de bas-fonds dans les secteurs de Fulacunda, de Komo et de Buba. Dans les périmètres déjà réhabilités à Catió et à Empada (sur 697 hectares), des travaux d'optimisation de l'irrigation et du drainage sont prévus. La structuration des comités de gestion [comités de gestion des *bolanhas* (CGB), comités de gestion des périmètres (CGP) et CDIT pour l'entretien communautaire] sera renforcée pour garantir la durabilité des infrastructures.
16. **Protection des berges et des bassins versants.** Le projet prévoit des actions de reboisement sur des bandes tampons de 50 mètres de large, totalisant 23,8 kilomètres autour de 12 périmètres rizicoles situés dans les zones d'extension de Fulacunda, de Komo et de Buba.

Sous-composante 1.2: Exploitation des sites et développement des activités complémentaires

17. **Renforcement des systèmes semenciers et diversification agricole.** Le financement additionnel permettra de reproduire à plus grande échelle le modèle de « banque de semences » du PADES dans les périmètres rizicoles des nouvelles zones d'extension, en partenariat avec l'Institut national de la recherche agricole (INPA²) et AfricaRice. Le projet soutiendra également la diffusion de pratiques climato-intelligentes par l'intermédiaire de 50 champs-écoles paysans et de 150 paysans-vulgarisateurs.
18. **Appui au petit élevage familial.** Le financement additionnel ciblera 500 ménages vulnérables, dont des femmes et des personnes en situation de handicap. Il permettra de distribuer 5 000 poussins, 60 couples de porcs et 60 couples d'ovins, accompagnés de kits vétérinaires et de rations initiales.
19. **Promotion de la mécanisation adaptée.** Le financement additionnel permettra d'étendre les acquis du PADES par l'introduction de 10 motoculteurs, 3 moissonneuses mobiles et 20 batteuses mobiles spécifiquement adaptés aux écosystèmes rizicoles de Quinara, de Tombali et de Bolama-Bijagos.

² Instituto Nacional de Pesquisa Agrícola

Composante 2 : Appui à la valorisation de la production et accès aux marchés

Sous-composante 2.1: Promotion des métiers connexes et de la valorisation post-récolte

20. **Appui aux organisations paysannes.** Le financement additionnel renforcera la professionnalisation des organisations paysannes accompagnées, notamment les CGB, les CGP et les fédérations d'agriculteurs.
21. **Appui aux infrastructures et à la valorisation post-récolte.** Le projet financera des infrastructures et des équipements post-récolte définis à partir des besoins exprimés par les organisations paysannes : magasins de stockage, décortiqueuses, tricycles. En complément, une étude prospective explorera les conditions de structuration d'une filière du riz de mangrove de qualité, inspirée du modèle « Santeya Maalé » de Basse Guinée, fondé sur la traçabilité et la valorisation locale.
22. **Alphabétisation.** Le financement additionnel consolidera les acquis dans ce domaine à travers des modules d'alphabétisation fonctionnelle, de courte durée, orientés vers l'insertion professionnelle dans les métiers liés à la transformation, à la conservation et à la commercialisation des produits agricoles et forestiers. Cette approche contribuera à l'autonomisation, à l'égalité des genres et à la cohésion sociale en milieu rural.
23. **Finance rurale.** Le système financier guinéen demeure centralisé, avec une forte concentration des services bancaires à Bissau et une absence quasi totale de structures en milieu rural. Le financement additionnel du PADES appuiera la construction d'un écosystème de finance rurale inclusif, en consolidant les fonctions macro, méso et micro. Il favorisera la création de caisses de résilience, des partenariats avec le Projet d'appui à l'autonomisation et l'inclusion financières des femmes et des jeunes dans les filières cajou, fruits et légumes (PAIFJ) de la Banque africaine de développement et les projets en cours de formulation respectivement de l'Union européenne et de la Banque mondiale, tout en mobilisant l'expertise du FIDA pour adapter les produits financiers aux petits producteurs, aux femmes et aux jeunes.

Sous-composante 2.2: Construction et réhabilitation de pistes rurales

24. **Appui aux infrastructures rurales de commercialisation.** Le financement additionnel consolidera les acquis dans ce domaine avec la réhabilitation de 23,5 kilomètres de pistes sur deux axes – Fulacunda-Gandua Porto (11,5 kilomètres) et R7-Gambil Balanta (12 kilomètres) –, au bénéfice direct de 2 431 personnes et de plus de 100 villages voisins.

Sous-composante 2.3: Reproduction à plus grande échelle des comités de développement intégré des *tabancas* (CDIT)

25. **Caisses de résilience d'épargne, de crédit et de solidarité.** Le PADES, en partenariat avec l'Association des femmes pour les activités économiques (AMAE³), renforcera les capacités de gestion et facilitera l'accès aux ressources par les 16 caisses de résilience mises en place pour soutenir l'épargne communautaire, le crédit productif et la solidarité.
26. **CDIT et dynamique endogène.** La reproduction à plus grande échelle des CDIT dans le cadre du financement additionnel renforcera leur rôle dans la gouvernance locale et la pérennisation des investissements. Le projet appuiera leur structuration institutionnelle, l'ouverture de comptes bancaires pour sécuriser les ressources, et la formalisation de leurs relations avec les administrations locales.

Ingénierie sociale et partenariat avec le QNCOCPA

³ Associação de Mulheres em Atividade Econômica (AMAE en Portugais)

27. **Ingénierie sociale.** Le financement additionnel consolidera l'approche d'ingénierie sociale mise en œuvre par un réseau d'organisations non gouvernementales. Des organisations non gouvernementales locales assureront la mobilisation communautaire, le renforcement des 67 organisations paysannes (CGB, CGP, fédérations d'agriculteurs) et le suivi de l'alphabétisation.
28. **Partenariat avec le QNCOCPA.** Si son évaluation se révèle positive, le partenariat stratégique avec le QNCOCPA (Cadre national de concertation des organisations paysannes et de producteurs agricoles), amorcé dans le Projet de diversification agricole, marchés intégrés, nutrition et résilience climatique (REDE), sera étendu à toutes les zones du PADES dès 2025.

Composante 3: Coordination et renforcement institutionnel

Sous-composante 3.1: Coordination et suivi-évaluation

29. **Coordination.** Le financement additionnel du PADES sera mis en œuvre sous la tutelle du MADR, et l'architecture existante sera maintenue. L'unité de coordination et de gestion du projet (UCGP), basée à Buba, assurera la coordination technique, administrative et financière avec les services décentralisés. Le comité de pilotage validera les orientations stratégiques et assurera le suivi de la performance. L'approche de cogestion territoriale sera consolidée pour intégrer les zones d'extension. Des ajustements organisationnels au sein de l'UCGP renforceront les fonctions clés : suivi-évaluation, gestion des savoirs et passation de marchés.

D. Coût, avantages et financement

30. Le coût total du financement additionnel du PADES sur trois ans⁴ est estimé à 10,934 millions d'USD, incluant le financement du FIDA estimé à 5,896 millions d'USD. Les coûts de base sont de 10,613 millions d'USD, soit 97% du coût total. Les imprévus physiques et financiers atteignent 0,321 million d'USD, soit 3% des coûts de base. Les coûts d'investissement représentent 83.6% des coûts du financement additionnel. Les coûts de fonctionnement comptent pour 16.4%. Le financement additionnel portera le coût total du projet à 47,60 millions d'USD.
31. **Coûts du financement additionnel du PADES par composante.** Le financement additionnel comprend trois composantes: i) appui à la production et à la productivité rizicoles et aux activités complémentaires; ii) appui à la valorisation de la production et accès aux marchés; iii) coordination et renforcement institutionnel. La composante 1 concentre 48,1% des coûts, dont 26,3% pour l'élevage et le maraîchage. Les pistes rurales et infrastructures (composante 2) mobilisent 16,2%. Le tableau 2 présente des informations plus détaillées.
32. La composante 1 – Appui à la production et à la productivité rizicoles et aux activités complémentaires – relève partiellement de l'action climatique. Le montant total alloué par le FIDA au projet au titre du financement de l'action climatique, calculé suivant les méthodes des banques multilatérales de développement pour le suivi du financement de l'adaptation aux changements climatiques et de leur atténuation, est estimé à 1,82 million d'USD.

⁴ Achèvement à compter de la date d'entrée en vigueur.

Tableau 1

Résumé du financement initial et des financements additionnels
 (en milliers d'USD)

	<i>Financement initial</i>	<i>Cofinancement du Fonds de l'OPEP</i>	<i>Financement additionnel 1 avec don RPSF 1</i>	<i>Financement additionnel 2 avec RPSF 2</i>	<i>Financement additionnel 3</i>	<i>Total</i>
Prêt du FIDA	4 735		2 190			6 925
Don du FIDA au titre du CSD	4 735		810	11 570	5 896	23 011
Don au titre du RPSF			373	400		773
Autres cofinanceurs		6 000*				6 000
Déficit de financement	5 535	3 001	(3 001)**		3 845	3 845
Emprunteur/bénéficiaire	2 297		102	1 582	1 124	5 105
Bénéficiaires	1 691		14	169	68	1 942
Total	18 993	6 000	3 489	13 721	10 934	47 601

* 2,534 millions d'USD utilisés (sur les 6,000 millions d'USD) pour combler le déficit initial.

** Le déficit de financement total a été ramené à zéro, et n'est donc pas pris en compte dans le calcul total. Le montant de 3,001 millions d'USD a été conservé dans la colonne afin de présenter le déficit de financement total à tous les stades du financement additionnel.

Tableau 2

Financement additionnel: coût du projet par composante et sous-composante et par source de financement

(en milliers d'USD)

<i>Composante/sous-composante</i>	<i>Don du FIDA</i>		<i>Déficit de financement</i>		<i>Bénéficiaires</i>		<i>Emprunteur/bénéficiaire</i>		<i>Total</i>
	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>
1. Appui à la production et à la productivité rizicoles et aux activités complémentaires									
1.1. Réhabilitation des ouvrages hydroagricoles	1 819	76,5	175	7,4	68	2,9	317	13,3	2 379
1.2. Exploitation des sites et développement des activités complémentaires	1 808	62,8	587	20,4	-	-	482	16,8	2 877
Sous-total	3 627	69,0	762	14,5	68	1,3	799	15,2	5 256
2. Appui à la valorisation de la production et accès aux marchés									
2.1. Promotion des métiers connexes et de la valorisation post-récolte	178	18,1	793	80,5	-	-	13	1,4	985
2.2. Construction et réhabilitation de pistes rurales	174	14,3	848	69,5	-	-	197	16,2	1 219
2.3. Reproduction à plus grande échelle des comités de développement intégré des <i>tabancas</i>	977	91,2	95	8,8	-	-	-	-	1 072
Sous-total	1 329	40,6	1 735	53,0	-	-	211	6,4	3 276
3. Coordination et renforcement institutionnel									
3.1. Coordination et suivi-évaluation	940	39,1	1 348	56,1	-	-	114	4,7	2 402
Total	5 896	53,9	3 845	35,2	68	0,6	1 124	10,3	10 934

Tableau 3

Financement additionnel : coût du projet par catégorie de dépenses et par source de financement

(en milliers d'USD)

Catégorie de dépenses	Don du FIDA		Déficit de financement		Bénéficiaires		Emprunteur/ bénéficiaire		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
I. Dépenses d'investissement										
A. Génie civil/infrastructures	1 342	49,3	848	31,1	68	2,5	467	17,1	2 725	24,9
B. Équipement, matériel et véhicules										
1. Équipement et matériel	972	79,8	57	4,7	-	-	189	15,5	1 219	11,1
2. Véhicules	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sous-total	972	79,8	57	4,7	-	-	189	15,5	1 219	11,1
C. Ligne de crédit	83	10,0	750	90,0	-	-	-	-	833	7,6
D. Formation, études, assistance technique et contrat de prestation										
1. Formation et études	2 422	65,8	872	23,7	-	-	384	10,4	3 678	33,6
2. Assistance technique et contrat de prestation	345	49,9	284	41,1	-	-	62	9,0	691	6,3
Sous-total	2 767	63,3	1 156	26,5	-	-	446	10,2	4 369	40,0
Total des dépenses d'investissement	5 165	56,5	2 811	30,7	68	0,7	1 102	12,0	9 146	83,6
II. Dépenses récurrentes										
A. Salaires, indemnités et fonctionnement										
1. Salaires et indemnités	428	30,8	962	69,2	-	-	-	-	1 390	12,7
2. Fonctionnement	303	76,2	72	18,2	-	-	22	5,6	398	3,6
Total des dépenses ordinaires	731	40,9	1 034	57,8	-	-	22	1,2	1 788	16,4
Total	5 896	53,9	3 845	35,2	68	0,6	1 124	10,3	10 934	100,0

Tableau 4

Coût du projet par composante et par année du projet

	<i>(En millions de FCFA)</i>				<i>(En milliers d'USD)</i>			
	2026	2027	2028	Total	2026	2027	2028	Total
1. Appui à la production et à la productivité rizicoles et aux activités complémentaires								
1.1. Réhabilitation des ouvrages hydroagricoles	939	440	48	1 427	1 565	734	80	2 379
1.2. Exploitation des sites et développement des activités complémentaires	806	485	435	1 726	1 344	808	725	2 877
Sous-total	1 746	925	483	3 154	2 909	1 542	805	5 256
B. Appui à la valorisation de la production et accès aux marchés								
2.1. Promotion des métiers connexes et de la valorisation post-récolte	115	264	212	591	192	440	353	985
2.2. Construction et réhabilitation de pistes rurales	77	654	-	732	129	1 091	-	1 219
2.3. Reproduction à plus grande échelle des comités de développement intégré des <i>tabancas</i>	380	213	50	643	633	356	83	1 072
Sous-total	572	1 132	261	1 965	954	1 887	435	3 276
C. Coordination et renforcement institutionnel								
3.1. Coordination et suivi-évaluation	167	610	665	1 441	278	1 017	1 108	2 402
Sous-total	167	610	665	1 441	278	1 017	1 108	2 402
Total	2 484	2 667	1 409	6 560	4 141	4 445	2 348	10 934

Stratégie et plan de financement et de cofinancement

33. Le financement additionnel comprend: i) un financement au titre de FIDA13 – don du FIDA de 5,896 millions d’USD (53,9%), dont 0,8 million d’USD pour l’action climatique; ii) un déficit de financement estimé à 3,845 millions d’USD (35,2%) qui sera comblé par un ou plusieurs partenaires financiers⁵ (Union européenne, Banque mondiale, etc.); iii) la contribution du Gouvernement pour 1,124 million d’USD (10,3%), sous forme d’exonérations de taxes et droits de douane; iv) une contribution en nature des bénéficiaires à hauteur de 0,068 million d’USD (0,6%).
34. Le déficit de financement de 3,845 millions d’USD pourra être financé dans le cadre de cycles ultérieurs du SAFFP ou dans celui du Mécanisme d’accès aux ressources empruntées (selon des conditions de financement à définir et sous réserve des procédures internes et de l’approbation ultérieure du Conseil d’administration), ou par un cofinancement à déterminer pendant l’exécution.

Décaissement

35. L’allocation autorisée aux différentes catégories de dépenses dans le cadre du financement du FIDA restera inchangée. Aucun changement n’est prévu concernant le mécanisme de décaissement initial prévu lors de la conception du PADES. Les fonds du projet seront toujours gérés selon les procédures nationales et les procédures de gestion financière et administrative du FIDA applicables aux projets. Les procédures administratives et financières sont définies dans le Manuel de gestion financière et de contrôle des projets pour les emprunteurs/bénéficiaires.
36. Les ressources du financement additionnel seront mobilisées suivant la méthode du fonds renouvelable et décaissées sur la base des rapports financiers intermédiaires étayés par des demandes de justification dûment certifiées via le Portail clients du FIDA, conformément aux procédures de décaissement en vigueur au FIDA. Les états financiers seront établis conformément aux nouvelles normes comptables de l’Organisation pour l’harmonisation en Afrique du droit des affaires (OHADA) relatives au Système comptable des entités à but non lucratif (SYCEBNL). L’exercice budgétaire s’étendra du 1^{er} janvier au 31 décembre de chaque année. Les audits externes seront effectués séparément, en fonction des exigences du bailleur de fonds, et l’audit interne sera assuré par l’Inspection générale des finances selon une convention qui sera signée avec le projet.

Résumé des avantages et analyse économique (voir l’appendice II)

37. Le financement additionnel corrige les retards initiaux du PADES liés à la COVID-19 et renforce les résultats positifs observés. Les modèles agricoles présentent une rentabilité prouvée avec des valeurs actuelles nettes (VAN) positives et des ratios bénéfices-coûts supérieurs à 1. Les revenus additionnels varient de 232 823 francs CFA par hectare et par an pour le riz traditionnel à 7,97 millions de francs CFA par hectare et par an pour le maraîchage. Pour les jeunes entrepreneurs, ils atteignent 5,49 millions de francs CFA. L’analyse économique donne une VAN de 12,687 millions d’USD et un taux de rentabilité économique interne de 20,23% pour un coût d’opportunité du capital de 8%.

Stratégie de retrait et pérennisation

38. Le financement additionnel permettra de structurer une stratégie de retrait progressive axée sur la durabilité institutionnelle, économique et sociale. Elle renforcera les capacités des organisations paysannes (CGB, CGP, fédérations d’agriculteurs) et leur autonomie à travers des plans de durabilité et des modèles économiques viables. Ce processus, intégré au plan de travail et budget annuel (PTBA) dès la première année, reposera sur une co-construction avec les organisations non gouvernementales, les collectivités, le MADR et les plateformes paysannes. Il comprendra un transfert progressif, une capitalisation structurée et

⁵ Les discussions ont été entamées et sont en bonne voie.

un dialogue avec les autorités pour inscrire les acquis dans les budgets publics et garantir un financement relais post-projet.

III. Gestion des risques

A. Risques et mesures d'atténuation

39. Le financement additionnel s'inscrit dans un contexte de risques liés à la gouvernance, à la gestion fiduciaire et au climat. Des mesures ciblées renforceront les capacités, la gouvernance locale et l'adaptation au changement climatique. L'expérience du PADES et la mobilisation des acteurs locaux garantissent la durabilité des résultats.

<i>Catégorie de risque</i>	<i>Niveau de risque inhérent (FIDA)</i>	<i>Mesures d'atténuation</i>
Politique/gouvernance	Substantiel	Un dialogue renforcé, un pilotage actif, une gouvernance transparente, une implication des autorités nationales et une coordination interinstitutionnelle garantiront la cohérence politique du projet.
Macroéconomique	Substantiel	Une veille macroéconomique, des décaissements directs du FIDA, un dialogue budgétaire renforcé et un appui à la résilience locale renforceront la stabilité financière du projet.
Capacités institutionnelles d'exécution et viabilité	Substantiel	Une unité de coordination et gestion de projet (UCGP) expérimentée, l'intégration de cadres nationaux, les partenariats locaux et un retrait coordonné renforceront l'efficacité, la durabilité et la continuité des appuis.
Risques environnementaux et sociaux	Substantiel	L'application stricte du plan de gestion environnementale et sociale, l'appui de la Direction générale des forêts et de la faune et de l'Institut de la biodiversité et des aires protégées (IBAP), une expertise dédiée et la participation locale assureront la viabilité et l'acceptabilité des interventions.
Aspects fiduciaires	Substantiel	L'audit interne, le manuel de procédures administratives et financières, des outils renforcés, des achats professionnalisés et les audits externes garantiront une gestion financière rigoureuse et transparente.

B. Catégorie environnementale et sociale

40. Le risque reste substantiel en raison d'interventions prévues dans des aires protégées à statut international (réserve de biosphère et site Ramsar de Bolama-Bijagos). Des tensions avec la faune (hippopotames), l'usage d'intrants, l'irrigation souterraine, et des conflits fonciers sont anticipés. Le Cadre de gestion environnementale, sociale et climatique de 2023 prévoit des mesures de prévention sur les mangroves et les bassins versants. Le projet appuiera les Comités inter villageois d'entretien des pistes pour entretenir les infrastructures, restaurer les mangroves et gérer les eaux. Un plan de gestion de la biodiversité, élaboré avec l'IBAP, garantit le suivi écologique et la conformité environnementale.

C. Classement au regard des risques climatiques

41. L'évaluation ciblée de l'adaptation (2023) a confirmé un risque climatique substantiel. Les menaces incluent la variabilité des précipitations, l'élévation du niveau marin et la hausse des températures. Les rizières de mangrove à Quinara et à Tombali subissent l'intrusion saline. À Bolama-Bijagos, l'irrégularité des pluies réduit la productivité. Les inondations menacent les infrastructures rurales. L'évaluation ciblée de l'adaptation propose les mesures suivantes : variétés de riz à cycle court, gestion flexible du calendrier agricole, renforcement des digues, drainage, reboisement des berges et conseil agricole. Des campagnes de sensibilisation soutiendront l'adoption de pratiques résilientes dans les zones vulnérables.

IV. Exécution

A. Respect des politiques du FIDA

42. Le financement additionnel du PADES est aligné sur les priorités générales du FIDA, notamment pour FIDA13. Il renforce les moyens d'existence ruraux par la modernisation, la sécurité alimentaire et l'intégration aux chaînes de valeur. Il soutient le Plan national d'investissement agricole, le Compact Guinée-Bissau pour l'alimentation et l'agriculture, présenté au Sommet Dakar 2 en février 2023, et l'inclusion financière, avec une approche fondée sur la résilience et l'équité.
43. Le projet est conforme aux politiques du FIDA en matière de climat, genre et inclusion sociale. Les outils des Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique, le plan de gestion environnementale et sociale, le mécanisme de règlement des plaintes et un plan d'engagement sont prévus. L'approche GALs+ renforcera l'égalité, l'autonomisation, la nutrition et la résilience climatique dans toutes les interventions.

B. Cadre organisationnel

Gestion et coordination

44. Le MADR conserve sa tutelle, avec l'unité de gestion du PADES en charge de la coordination. Le PTBA sera suivi avec les services décentralisés, les organisations non gouvernementales et les comités locaux. Des ajustements organisationnels renforceront les passations de marchés, le suivi-évaluation, la gestion des connaissances et la communication pour optimiser la performance de la phase additionnelle.

Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

45. **Procédures de gestion financière.** La gestion financière du financement additionnel du PADES respecte les procédures régionales et les normes du FIDA. L'intégration au programme de pays permet une allocation plus stratégique des ressources, conforme aux priorités nationales. L'adoption du référentiel SYCEBNL, en vigueur dans la zone OHADA depuis janvier 2024, renforce la transparence, la traçabilité et la conformité juridique des opérations financières, tout en facilitant l'harmonisation comptable dans les projets appuyés par le FIDA.
46. **Dotation en personnel et organisation.** La mise en œuvre du financement additionnel s'appuiera sur l'architecture existante du PADES, sous la tutelle du MADR et avec la coordination de l'UCGP. Le personnel en place couvre les fonctions essentielles, mais des adaptations sont envisagées pour ajuster la structure aux besoins de la nouvelle phase. Cela pourrait inclure des réductions dans certaines fonctions et des renforcements ciblés dans des domaines clés comme le suivi-évaluation, la gestion des connaissances et la communication.
47. **Comptabilité et rapports financiers.** La comptabilité du PADES repose sur le référentiel SYCEBNL, avec des décaissements alignés sur les rapports financiers intermédiaires, intégrés au système comptable. La valorisation structurée des contributions en nature des bénéficiaires renforce la transparence des apports communautaires. Une solution d'archivage numérique garantit la traçabilité et la conservation sécurisée des pièces justificatives, conformément aux exigences du FIDA et aux normes de gouvernance financière applicables dans la région.
48. **Audit interne.** Face aux contraintes de recrutement, le PADES mobilise un cabinet d'audit interne sur la base de termes de référence validés par le FIDA. Cette option renforce le contrôle interne par des audits réguliers, en ciblant les risques liés à la performance, à la conformité et à la transparence. Le dispositif appuie la fiabilité des opérations administratives et financières, tout en assurant une gouvernance renforcée.
49. **Audit externe.** Chaque année, un cabinet d'audit externe est sélectionné sur une base compétitive avec l'accord du FIDA. Son mandat inclut l'audit annuel des

comptes et l'examen trimestriel des rapports financiers intermédiaires. L'adaptation continue des procédures internes, combinée à une nouvelle structuration organisationnelle, renforce la gouvernance, optimise les fonctions techniques et de support, et assure une conformité accrue avec les exigences du FIDA et des autorités nationales.

50. **Passation des marchés.** La passation des marchés s'appuie sur les directives 4 et 5 de l'Union économique et monétaire ouest-africaine, ainsi que sur les règles du FIDA, fondées sur l'économie, l'efficacité et l'équité. Un plan annuel validé par le FIDA et conforme au PTBA encadre les procédures. Ce plan est transmis à la Direction générale des marchés publics pour publicité nationale.

C. Suivi-évaluation, apprentissage, gestion des connaissances et communication stratégique

51. **Suivi-évaluation.** Le financement additionnel du PADES renforcera le système de suivi-évaluation existant, fondé sur un manuel actualisé et des outils numériques (ODK Collect, système d'information géographique, RUCHE). Il financera en outre la réalisation d'une enquête de référence qui servira aussi à compléter les données sur les effets et l'impact du projet initial. Le projet appuiera le renforcement des capacités humaines et techniques du système de suivi-évaluation à tous les niveaux, en lien avec les directions centrales et décentralisées du MADR. Il améliorera les flux d'information et l'articulation entre suivi-évaluation et gestion des connaissances.
52. L'apprentissage s'appuiera sur la capitalisation des innovations, la production de notes et d'études de cas, et l'organisation d'ateliers multi-acteurs. Le système de suivi-évaluation participatif mobilisera les communautés dans le suivi des investissements. Des outils de retour d'information communautaire seront mis en place pour favoriser l'appropriation et la pérennité.
53. La communication stratégique s'appuiera sur les canaux existants (site web, système d'information géographique, réseaux sociaux, contenus audiovisuels) pour diffuser les résultats et mobiliser les parties prenantes.

D. Modifications qu'il est proposé d'apporter à l'accord de financement

54. L'accord de financement entre la République de Guinée-Bissau et le FIDA sera amendé après l'approbation du financement additionnel au titre de FIDA13 pour intégrer les nouvelles dispositions financières, institutionnelles et opérationnelles, y compris le montant, les conditions de mise en œuvre, dont une prorogation de 36 mois des dates d'achèvement et de clôture, la zone d'intervention et les indicateurs de performance.

V. Instruments et pouvoirs juridiques

55. L'octroi à l'emprunteur/au bénéficiaire du financement proposé est régi par un accord de financement entre la République de Guinée-Bissau et le FIDA. L'accord de financement signé sera modifié après l'approbation du financement additionnel.
56. La République de Guinée-Bissau est habilitée, en vertu de son ordre juridique, à recevoir un financement du FIDA.
57. Je certifie que le financement additionnel proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

VI. Recommandation

58. Je recommande au Conseil d'administration d'approuver le financement additionnel par la résolution suivante :

DÉCIDE : que le Fonds accordera à la République de Guinée-Bissau un don d'un montant de cinq millions huit cent quatre-vingt-seize mille dollars des États-Unis (5 896 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Alvaro Lario

Cadre logique mis à jour incorporant le financement additionnel (FA)

Chaîne logique	Indicateurs				FA	Cible Finale (FA)	Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale (PADES)			Source	Fréquence	Responsabilité	
Portée	1.b Estimation correspondante du nombre total des membres des ménages									HH size: 7.2 pers /HH
	Membres des ménages - Nombre de personnes		288000	324000	43200	367200				
	1.a Nombre correspondant de ménages touchés									
	Ménages - Ménages		40000	45000	6000	51000				
	1 Nombre de personnes bénéficiant de services promus ou appuyés par le projet									
	Hommes - Hommes		24000	27000	3600	30600				
	Femmes - Femmes		16000	18000	2400	20400				
	Jeunes - Jeunes		16800	18900	2700	21600				
Nombre total de personnes bénéficiant de services - Nombre de personnes		40000	45000	6000	51000					
Objectif du projet Contribuer à la réduction de la pauvreté dans les communautés rurales de Tombali, Quinara et Bolama	% des bénéficiaires ayant amélioré leur indice d'accumulation de biens						Études SYGRI; Suivi-Evaluation du projet; évaluations de la vulnérabilité	Etude de base en 2023; Evaluation Final	PMU; consultants/experts externs	The inclusion of a food security and vulnerability indicator will represent a more robust methodology to assess project achievements
	bénéficiaires - Pourcentage (%)	30	30	30	40	40				
	% des bénéficiaires faisant état d'une amélioration de leur sécurité alimentaire						Études SYGRI; Suivi-Evaluation du projet; évaluations de la vulnérabilité	Etude de base en 2023; Evaluation Final	PMU; consultants/experts externs	
bénéficiaires - Pourcentage (%)	30	30	30	40	40					

Chaîne logique	Indicateurs				FA	Cible Finale (FA)	Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale (PADES)			Source	Fréquence	Responsabilité	
	% des bénéficiaires en situation d'insécurité alimentaire et de vulnérabilité						Études SYGRI; Suivi-Evaluation du projet; évaluations de la vulnérabilité	Etude de base en 2023; Evaluation Final	PMU; consultants/experts externes	
	bénéficiaires (diminution) - Pourcentage (%)	23	20	20	17	17				
Objectif de développement Relancer la production agricole afin d'assurer la sécurité alimentaire et la diversification des revenus dans les régions de Tombali, Quinara et Bolama Bijagos	Nombre de tonnes de riz additionnelles produits sur la durée du projet						Rapports du projet; fiches de collect SS&E; rapports de supervision; etudes SYGRI	Annuellement; Evaluation finale	PMU/RS&E; consultants/experts externes	Expertise disponible Structures techniques renforcées Disponibilité du gouvernement à porter le projet Disponibilité des populations rurales de la zone à participer au projet
	Production additionnelle - Pourcentage (%)			30	30	30				
	Productivité dans la production de riz (par hectare)						Rapports du projet; fiches de collect SS&E; rapports de supervision; etudes SYGRI	Annuellement; Evaluation finale	PMU/RS&E; consultants/experts externes	
	Productivité par hectare - Poids (t)			2.5	3	3				
Effet direct 1.La production et productivité du riz augmente de manière durable	Nb de tonnes de riz produites par an en année de croisière						Rapports du projet; fiches de collecte SS&E; rapports de supervision; evaluation finale	Annuellement	PMU/RS&E; assistances techniques	Application des itinéraires techniques recommandés- "Risques:Faible capacité des prestataires de services privés et des services techniques de l'Etat, Changements climatiques et épizooties" Bon critères de
	Tonnes - Nombre		28070	30237	2974	33211				
	1.2.4 Ménages faisant état d'une augmentation de la production						Enquetes COI	Etude de base 2023; evaluation finale	Consultants/experts externes	
	Membres des ménages - Nombre de personnes		128000	288000	38400	326400				

Chaîne logique	Indicateurs						Moyens de vérification			Hypothèses		
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale (PADES)	FA	Cible Finale (FA)	Source	Fréquence	Responsabilité			
	Ménages - Pourcentage (%)		40	80	80	80				choix des sites Contrôle par les services techniques (Infrastructures, DGIDR) Maitrise technique des aménagements AHA Participation de la population dans les aménagements collectifs et individuels (dont à travers CDIT) et absence de conflits fonciers		
	Ménages - Ménages		16000	36000	4800	40800						
	1.2.2 Ménages déclarant l'adoption de technologies, de pratiques ou d'intrants nouveaux/améliorés								Enquetes COI		Etude de base 2023; evaluation finale	Consultants/experts externes
	Membres des ménages - Nombre de personnes		128000	288000	38400	326400						
	Ménages - Pourcentage (%)		40	80	80	80						
	Ménages - Ménages		16000	36000	4800	40800						
Produit Des mangroves et bas-fonds sont aménagés et réhabilités et les producteurs formés à la bonne maîtrise de la gestion de l'eau d'irrigation	Nb d'ha de mangroves								Rapports du projet; systeme S&E	Annuellement	RS&E	
	mangroves de type traditionnel - Superficie (ha)			9000	1159	10159						
	mangroves de type moderne - Superficie (ha)			3200		3200						
	bas-fonds - et PPM											
	bas-fonds - Superficie (ha)		95	895	129	1024						
	maraichages - Superficie (ha)		30	45	15	60						
	1.1.2 Terres agricoles dotées d'infrastructures hydrauliques construites/remises en état								Rapports du projet; Systeme S&E	Etude de base 2023; Evaluation Finale	Consultants/experts externes	
	Superficie en hectares - Superficie (ha)		8530	13140	1303	14443						
1.1.4 Personnes formées aux pratiques et/ou technologies de production								Rapports du projet;	Annuellement	RS&E		

Chaîne logique	Indicateurs						Moyens de vérification			Hypothèses	
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale (PADES)	FA	Cible Finale (FA)	Source	Fréquence	Responsabilité		
	Hommes formés à la production végétale - Hommes		4640	5140	720	5860	systeme S&E				
	Femmes formées à la production végétale - Femmes		3360	3860	480	4340					
	Personnes formées à la production végétale - Nombre de personnes		8000	9000	1200	10200					
	Nb d'ha de berges et bassins versants protégés							Rapports du projet; systeme S&E	Annuellement	RS&E	
	berges et bassins - Superficie (ha)	422	927	3000	60	3060					
	3.1.4 Hectares de terres soumises à une gestion résiliente au climat							Rapports du projet; systeme S&E, plans de gestion	Annuellement	RS&E; assistance technique	
	Superficie en hectares - Superficie (ha)			3500	347	3847					
Effet direct 2. Les producteurs adoptent des activités de diversification des revenus	Nb de tonnes de produits maraichers additionnels produits							Rapports du projet; Fiches de collecte SS&E; Rapports de supervision; Evaluation Finale	Annuellement	PMU/RS&E, agronome	Engouement et engagement des populations dans les activités du projet
	Productivite par hectare de tomate - Poids (t)	10		40	40	40					
	Productivite par hectare d'oignon - Poids (t)	7		20	20	20					
	% de producteurs ruraux déclarant une augmentation de leurs ventes							Etudes SYGRI	Etude de Base 2023; Evaluation Finale	Consultants/experts externes	
Producteurs - Pourcentage (%)			80	80	80						

Chaîne logique	Indicateurs					Moyens de vérification			Hypothèses		
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale (PADES)	FA	Cible Finale (FA)	Source	Fréquence		Responsabilité	
	1.2.3 Ménages déclarant une réduction de la pénurie d'eau par rapport aux besoins de la production							Enquete COI	Etude de Base 2023; Evaluation Finale	Consultants/experts externes	
	Ménages - Pourcentage (%)			90	90	90					
	Ménages - Ménages			40500	5400	45900					
	Membres des ménages - Nombre de personnes			291600	38880	330480					
Produit Les productions agricoles sont appuyées dans la mise en oeuvre de microprojets d'élevage et de valorisation de la production agricole.	Nombre de femmes bénéficiant du soutien du projet dans le domaine de l'horticulture							Rapports du projet; Systeme S&E	Annuellement	RS&E	Accompagnement technique par les prestataires et services dédiés ; Questions foncières surtout pour les femmes ; mobilisation de la population Risques: Faible capacité et compétences des structures d'incubation à couvrir les besoins des promoteurs Asymétrie de l'information sur les prix
Nombre de bénéficiaires (femmes) - Nombre			2250	750	3000						
Effet direct 3. Les organisations professionnelles rurales rendent des services utiles à leurs membres	2.2.5 Organisations de producteurs ruraux faisant état d'une augmentation des ventes							Enquete COI	Etude de base 2023; evaluation finale	Consultant/experts externes	risques: Dispersion des OP risques: Captage des OP et
	Pourcentage d'organisations de producteurs ruraux - Pourcentage (%)			60	60	60					

Chaîne logique	Indicateurs				FA	Cible Finale (FA)	Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale (PADES)			Source	Fréquence	Responsabilité	
	2.2.3 Organisations de producteurs ruraux ayant conclu des partenariats/accords formels ou des contrats avec des organismes publics ou privés						Enquete COI	Etude de base 2023; evaluation finale	Consultant/experts externs	plateformes par les politiques
	Pourcentage d'organisations de producteurs - Pourcentage (%)			50	60	60				
	% de membres d'organisations de producteurs ruraux soutenu rapportant de services nouveaux ou améliorés fournis par leur organisation									
	Pourcentage de membres - Pourcentage (%)			60	75	75				
Produit Les OPB sont structurées et renforcée	2.1.3 Organisations de producteurs ruraux soutenues						Rapports du projet; SS&E	Annuellement	RS&E	
	Tailles des organisations de producteurs - Organisation			4800	465	5265				
	Organisations de producteurs ruraux soutenues - Organisation			60	6	66				
	Hommes - Hommes			2880	279	3159				
	Femmes - Femmes			1920	186	2106				
	Jeunes - Jeunes			2016	209	2225				
	2.1.4 Producteurs ruraux soutenus qui sont membres d'une organisation de producteurs ruraux						Rapports du projet; SS&E	Rapports du projet; SS&E	RS&E	
	Hommes - Hommes			1900	253	2153				
Nombre total de personnes - Nombre de personnes			4000	533	4533					

Chaîne logique	Indicateurs					Moyens de vérification			Hypothèses	
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale (PADES)	FA	Cible Finale (FA)	Source	Fréquence		Responsabilité
	Femmes – Femmes			2100	280	2380				
	Nombre de projets communautaires bénéficiant d'un financement de démarrage						Rapports du projet; SS&E	Rapports du projet; SS&E	RS&E	
	Nombre de projets – Nombre			50	7	57				
Produit Des services financiers adaptés sont mis en place en faveur des OPB et de leurs membres	Personnes ayant accès à des services financiers en zones rurales				15300	15300				
	Hommes – Hommes	AD			8874	8874				
	Femmes – Femmes	AD			6426	6426				
	Jeunes - Jeunes	AD			6885	6885				
	Institutions financières renforcées ayant contribué à mettre en œuvre les mécanismes de financement									
	Banques - Nombre	0			3	3				
SFD - Nombre	0			10	10					
Effet direct 4.La mobilité des personnes et la mise en marchés des produits est améliorée de manière durable	Pourcentage de personnes/ménages signalant une amélioration de l'accès physique aux services sociaux						Enquetes SYGRI; Enquete COI	Etude de base 2023; Evaluation finale	Consultants/experts externes	Hypothèses: Capacité de gestion par les services techniques ; Adhésion des usagers à la politique de tarification Risques : Durabilité des infrastructures
	Pourcentage de personnes - Pourcentage (%)			50	60	60				
	2.2.6 Ménages déclarant une amélioration de l'accès physique aux marchés et aux installations de transformation et de stockage						Enquetes SYGRI; Enquete COI	Etude de base 2023; Evaluation finale	Consultants/experts externes	
Ménages déclarant une amélioration de l'accès physique aux marchés - Pourcentage (%)			80	85	85					

Chaîne logique	Indicateurs						Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale (PADES)	FA	Cible Finale (FA)	Source	Fréquence	Responsabilité	
	Ménages déclarant une amélioration de l'accès physique aux installations de transformation - Pourcentage (%)			80	85	85				
	Ménages déclarant une amélioration de l'accès physique aux installations de stockage - Pourcentage (%)			80	85	85				
Produit Des infrastructures de désenclavement et de mise en marchés sont réalisées, opérationnelles et durables	Nb de comités d'entretien des pistes constitués et équipés						Rapports du projet; SS&E	Annuellement	RS&E	Hypothèses: Engagement des populations; Politique de l'Etat en matière de transport
	comités d'entretien - Nombre	5	15	15	2	17				
	2.1.5 Kilomètres de routes construites, refaites ou améliorées						Rapports du projet; SS&E	Annuellement	RS&E	
	Longueur des routes (km) - Longueur (Km)	44.5	133	144	23.5	167.5				
	Magasins de stockage construits/réhabilités						Rapports du projet; SS&E	Annuellement	RS&E	
	magasins - Nombre	5	10	10		10				
	Equipements de transformation et de traitement post-récolte installés et opérationnelles par type						Rapports du projet; SS&E	Annuellement	RS&E	
décortiqueuses, batteuses, etc.. - Nombre	20	20	20	25	45					
Nombre de bateaux installés et opérationnels dans l'île de			3		3					

Chaîne logique	Indicateurs				Moyens de vérification					Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale (PADES)	FA	Cible Finale (FA)	Source	Fréquence	Responsabilité	
	Bijagos – Nombre									

Résumé des avantages et analyse économique

Le financement additionnel vient adresser les points faibles soulignés durant les différentes missions de supervision, notamment avec les effets du COVID-19, les retards accumulés pour démarrer PADES et la mise-en-place des différentes structures. On a remarqué néanmoins un effort considérable fait par l'unité de coordination (devenue l'Unité de Gestion de Programme Pays, avec l'absorption de 2 unités (REDE et PADES) et un meilleur suivi des activités qui amènent des résultats plus que positifs. Les retards accumulés sont amplement compensés par les activités prévues dans le cadre de ce financement additionnel. La mission a tenu à maintenir les résultats financiers ainsi qu'économiques obtenus durant la conception de PADES.

Les indicateurs de rentabilité témoignent de la viabilité des modèles financiers, avec des marges additionnelles et des retours sur investissement importants. Tous les modèles ont des valeurs nettes actuelles (VAN) positives et des ratios bénéfices-coûts supérieurs à un. Pour le modèle de production de riz avec un système traditionnel et également pour le système moderne de mangrove, le revenu additionnel obtenu une fois que les rendements et autres bénéfices sont réalisés se situe à 232 823 FCFA/ha/an. Pour le modèle de riz de bas-fonds, le revenu additionnel est de 274 669 FCFA/ha/an. Pour le modèle de maraîchage, il est de 7,97 millions FCFA/ha/an. Pour le modèle de semences, il est de 0,38 million FCFA/ha/an. Pour la production de semences de riz, ce revenu additionnel est de 0,38 million FCFA/ha/an. Dans les modèles de jeunes entrepreneurs, les revenus additionnels sont les suivants : pour le modèle de motoculteur de 2,62 millions FCFA/ha/an. Pour le petit transformateur d'huile de palme est 3,07 millions FCFA/ha/an. Finalement, pour la décortiqueuse de riz, le revenu additionnel est de 5,49 millions de dollars.

Les coûts économiques associés à l'amélioration de la productivité agricole, de l'agrobusiness et des pistes rurales ont été estimés à 43 millions de \$US. Les coûts économiques ont ensuite été déduits du flux global des avantages économiques pour obtenir le flux net des avantages supplémentaires du projet. L'analyse économique montre des résultats satisfaisants, avec une valeur actuelle nette qui s'élève à 12,687 millions de \$US au coût d'opportunité du capital de 8%, et un taux de rentabilité interne économique (TRIE) du PADES, incluant le financement additionnel qui s'établit à 20,23 %.

Millions de FCFA												Millions de FCFA	
	Production de riz de mangrove (traditionnel)	Production de riz de mangrove (moderne)	Production de riz de bas-fonds (traditionnel)	Multiplicator de semences (riz)	Production maraîchage	Motoculteur	Usine de transformation de huile de palme	Usine de décortiqueuse de riz	TOTAL BNA Pistes et infrastructures économiques	Adoption rate	Coûts eco projet	Bénéfices nets additionnels	
AN1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	80%	-	-	
AN2	-	-	7	3	-	-	-	-	695	80%	-	(703)	
AN3	1,190	874	21	1	337	-	-	-	252	80%	133	(2,322)	
AN4	332	35	7	7	104	-	-	-	131	80%	3,237	(3,567)	
AN5	395	166	12	16	40	-	-	-	236	80%	2,137	(2,030)	
AN6	385	408	19	26	191	-	-	-	1,328	80%	558	1,594	
AN7	1,116	451	21	35	203	-	-	-	1,981	80%	355	3,086	
AN8	1,309	381	42	40	135	-	-	-	1,981	80%	1,604	1,836	
AN9	1,327	350	30	43	157	25	31	21	1,981	80%	1,087	2,311	
AN10	1,428	431	6	43	189	22	22	15	1,981	80%	993	2,607	
AN11	1,399	449	31	43	296	7	8	1	1,981	80%	748	3,009	
AN12	1,449	578	134	44	309	7	35	14	1,981	80%	1,628	2,409	
AN13	1,462	592	164	44	312	8	40	14	1,981	80%	1,628	2,462	
AN14	1,436	592	180	44	312	8	37	14	1,981	80%	1,628	2,451	
AN15	1,429	596	185	43	312	8	36	14	1,981	80%	1,628	2,452	
AN16	1,429	596	185	43	312	8	38	14	1,981	80%	1,628	2,454	
AN17	1,427	592	178	43	335	8	40	14	1,981	80%	1,628	2,463	
AN18	1,428	594	178	43	335	8	38	14	1,981	80%	1,628	2,465	
AN19	1,426	590	172	43	342	8	33	14	1,981	80%	1,628	2,455	
AN20	1,425	588	165	43	342	8	33	14	1,981	80%	1,628	2,448	
VAN@ 8% (millions de FCFA)			7,563										
VAN@ 8% (US\$)			12,686,127										
EIRR			20.23%										